

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE ET DU **BOIS**



Atelier thématique n°1 : Thème **Financement**

- «accès des entreprises aux financements publics et privés, accompagnement de leur développement, leur restructuration, leur transmission»



Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

☐ Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

1. Accès aux financements publics et privés
2. Stratégies d'exportation, promotion des produits
3. Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue
4. Qualité et traçabilité des produits, Innovation, recherche et développement, Attentes des consommateurs

en traitant ces thèmes en privilégiant ce qui est du ressort de stratégies collectives et de projets collaboratifs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

☐ Contact

M. Richard SMITH, DRIAAF adjoint

- Par téléphone et courriel

Bureau: 01 41 24 17 21

Mél: richard.smith@agriculture.gouv.fr

Participation au(x) point(s) d'étape

Date:

Lieu:

M. Maxime LECLERE, Département

Développement économique, Compétitivité, International

DIRECCTE

- Par téléphone et courriel

Bureau: 01 70 93 13 65

Mél: maxime.leclere@direccte.gouv.fr



Feuille de route de l'atelier thématique (1/2)

Constitution du groupe

☐ Membres

Industriels IAA et Bois (atelier commun) qui assurent la co-présidence du Groupe

Financeurs : COFAC, OSEO, CDC

Chambres consulaires : CCI

OPCA :

Collectivités territoriales : Région IDF, CA Melun

Services de l'Etat : DIRECCTE, DRIAAC

Recherche : INRA

55 participants

☐ Industriels pilotes

• M. Hervé LECESNE, PDG de Nactis, président de l'ARIA-IDF

• M. Sébastien MEHA, PDG de ValBois, Vice-président de FRANCILBOIS

☐ Copilote

☐ Secrétaire

Laurent HAM, DIRECCTE

Feuille de route de l'atelier thématique (2/2)

Calendrier des réunions de travail

☐ Date 1: 19 décembre 2012

☐ Adresse lieu 1: DRIA AF

☐ Date 2: 10 janvier 2013

☐ Adresse lieu 2: DRIA AF

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

□ Périmètre et définition du thème

- **Mettre en place un plan filière *Transformation* en Ile-de-France**
 - Permettant un accompagnement de l'ensemble des problématiques rencontrées par les entreprises
- **Faciliter l'accès au financement pour les IAA**
 - Développer l'information sur les aides auprès des entreprises
 - Informer et développer la confiance dans le secteur auprès des financeurs potentiels (publics ou privés, banques et assureurs crédit).
 - Mettre en place une instance de concertation sur les dossiers d'aides. Instruction des dossiers par des experts du secteur.
 - Soutenir les entreprises en difficultés qui doivent réinvestir pour se relancer
 - Faire appliquer les délais de paiement
- **Maintenir les aides existantes (ex. notamment ARAQ au niveau régional)**
- **Développer les aides:**
 - À l'implantation des PME IAA (Aides sur le foncier, Etudier l'opportunité d'un Parc d'activité IAA, d'une pépinière dédiée...)
 - Aux investissements matériels et immatériels, y compris pour des projets de taille intermédiaire
 - Pour des projets collectifs type mutualisation inter-entreprises
- **Permettre l'accessibilité du secteur IAA aux aides européennes FEDER et FEADER**
- **Les aides doivent être accessibles pour toutes les PME de transformation du secteur (pas uniquement pour la 1^{ère} transformation)**

□ Appuis existants

Etudes, rapports, actions collectives, dispositifs...

- Diagnostic régional IDF, 6 décembre 2012
- Les enjeux de la production et de l'approvisionnement alimentaire en Île-de-France, Maurice Toullalan, CESER IDF, 2012
- Guide des financements, ANIA 2011
- Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes, Philippe Rouault, DIIAA, 2010
- Enjeux des industries agroalimentaires, édition 2010, MAAF



Constat et analyse des enjeux - Synergies

- ❑ [Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi](#)
- **Une dégradation des marges des entreprises**
 - Tensions sur les marchés, pression sur les prix de vente
 - Volatilité des prix des matières premières et consommables
- **Une baisse des investissements**
 - Le niveau de rentabilité freine les investissements techniques et commerciaux
- **De plus en plus de difficultés de trésorerie**
 - Délais de paiement de plus en plus longs en France et pour les produits exportés
- **Des difficultés d'accès au financement à court et moyen terme**
 - Dégradation du secteur par les assureurs crédit
 - Frilosité croissante des banques
 - ✓ *ne relayent pas toujours l'accès aux dispositifs publics existants*
 - ✓ *Réduction des crédits et facilités de trésorerie, taux plus élevés, demandes de garanties supplémentaires, de co-financements, délais d'acceptation supérieurs*
- **Une forte désindustrialisation du secteur IAA en Ile-de-France**
 - Difficultés économiques des entreprises
 - Restructuration / concentration
 - Difficultés de transmission
 - Délocalisation, implantation hors Ile-de-France
- **Une majorité de TPE/PME IAA en Ile-de-France (75% ont moins de 20 salariés)**

- ❑ [Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques](#)

Export, Qualité, innovation, R&D

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

1. Assurance crédit :-a) Instaurer un préavis aux entreprises . b) Instaurer une contre-garantie BPI-OSEO
2. Assurer la visibilité des dispositifs existants
3. Mieux appliquer la loi LME
4. Proposer des produits complémentaires à ceux des opérateurs de capital risque afin que l'entreprise puisse conserver le contrôle de son activité
5. Modifier la fiscalité des reprises, transmissions et des investissements
6. Fiscalité : réduire la Cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les entreprises qui investissent
7. Accompagner la reprise et transmission
8. Renforcer les possibilités de contrat de développement participatif en financement des investissements matériels
9. Intégrer une expertise IAA dans la BPI-OSEO.

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

10. Mettre en œuvre un plan d'action de la filière IAA francilienne, avec l'appui du conseil régional d'Ile-de-France.
11. Proposer un portail unique pour la création d'entreprise avec optimisation de l'information délivrée, avec un opérationnel, un tuteur qui fait du coaching et éviter le catalogue standard et de donner une liste d'interlocuteurs.
12. Organiser une table ronde régionale avec des banquiers, des assureurs crédits, des factors et des opérateurs haut de bilan, la profession, les pouvoirs publics et OSEO. Format à préciser selon l'objectif
13. Mettre en place une coopération entre les deux filières -IAA et BOIS- pour assurer des démarches communes pour l'animation et la mise en place d'un plan d'actions, en lien avec les actions engagées par le CR IdF et établir une feuille de route commune

Fiche-action 1

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : Assurance-crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demander aux assureurs crédits de ne pas dégrader une entreprise sans l'en informer avec un préavis suffisant pour un dialogue. - Examiner la piste d'une contre-garantie de la BPI-OSEO pour les assureurs-crédit. <p>Application immédiate</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser le crédit interentreprises, important pour le financement de l'activité des PME.
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liens avec les dispositifs mis en place pour aider les entreprises ayant des difficultés conjoncturelles de trésorerie (fiche 2). <p>Problématique transversale, valable notamment dans la filière bois.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> les PME</p> <p><u>Acteurs :</u> Assureurs crédits, BPI, Etablissements financiers. Filières IAA et bois.</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A évaluer.</p>

Proposition d'action n°1

Fiche-action 2

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale et régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la visibilité des dispositifs déjà existants et nouveaux mobilisables pour les entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles de trésorerie. Etablir un véritable plan de communication sur ces dispositifs <p>Application immédiate</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p><u>Impact</u> : permettre aux PME viables de surmonter des difficultés conjoncturelles de trésorerie.</p> <p><u>Cohérence</u> : La problématique est transversale : elle concerne toutes les filières.</p> <p><u>Niveau de priorité</u> : les dispositifs d'aide aux entreprises sont encore très mal connus des PME, ce qui appelle un effort particulier de communication et d'explication en période de crise.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p><u>Liens</u> : avec le dispositif du commissaire au redressement productif, la médiation du crédit, et les mesures financières nouvelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantie de crédit de trésorerie OSEO, - Préfinancement du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cibles</u> : PME</p> <p><u>Acteurs</u> : Etat, Région, et tous les relais auprès des entreprises : ARIA, Fédérations professionnelles, CCI, Ordre des experts comptables, établissements financiers, à travers notamment de leurs sites et portails.</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>Au niveau national : à estimer</p> <p>Au niveau régional : inclure l'action dans le plan de soutien (financement public de 50%)</p>

Fiche-action 3

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : LME Mieux appliquer la LME Application immédiate</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Desserrer la trésorerie des PME de la filière IAA en période de crise, où les délais de paiement tendent à s'allonger.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Toutes les PME sont concernées. La problématique est transversale.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME <u>Acteur :</u> Etat (DGCCRF)</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A évaluer par la DGCCRF.</p>

Fiche-action 4

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : financement haut de bilan En complémentarité des capitaux risqués, proposer un financement mezzanine sous forme d'obligations convertibles ou non convertibles. permettant les augmentations de capitaux propres de montant intermédiaire (1 à 2 M€) Effet immédiat</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Permettre à la PME d'augmenter ses capitaux propres pour répondre à ses besoins en BFR ou en investissement, tout en préservant la possibilité des actionnaires initiaux de garder le contrôle de leur entreprise.</p> <p>Référence : Institut de Développement Industriel des années 1980.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Liens avec le crédit de développement participatif de BPI et les fonds du FSI.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME et ETI <u>Acteurs :</u> BPI , pouvoirs publics</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A estimer (DGCIS)</p>

Fiche-action 5

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : Fiscalité reprise-transmission, investissements</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fiscalité appliquée aux plus-value de cession lors de reprise ou transmission a été alourdie. • L'investissement dans les PME est traité de manière moins favorable dans le cadre de l'ISF. <p>Rétablir le régime antérieur pour les PME</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Ne pas entraver les reprises et transmission de PME ni l'investissement dans les PME</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A estimer (DGFIP)</p>

Proposition d'action n°5

Fiche-action 6

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale et Régionale : Fiscalité de l'investissement industriel</p> <p>Réduire la Cotisation foncière des entreprises (CFE) en cas d'investissement industriel ou d'augmentation de capital.</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Réduire les charges des PME / TPE industrielles</p> <p>Favoriser la valeur ajoutée des PME / TPE.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Problématique commune à tous les secteurs.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME</p> <p>En IDF, taxe Grand Paris supplémentaire.</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A évaluer (DGFIP)</p>

Proposition d'action n°6

Fiche-action 7

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : accompagnement reprise-transmission</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer des formules d'accompagnement à la transmission-reprise d'entreprise aux dirigeants TPE / PME. - Faire l'inventaire des dispositifs existants : réseau des CCI « passer le relais », experts comptables, association Family Business Network, établir les synergies possibles et décider les renforcements éventuellement nécessaires. - Etablir un plan de communication vers les PME sur l'offre d'accompagnement en matière de transmission et reprise.
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Accompagner la reprise et transmission pour renforcer la pérennité des PME.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p><u>Liens :</u> En compléments des dispositifs existants cités ci-dessus. <u>Ouverture :</u> problématique commune à tous les secteurs.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME <u>Acteurs :</u> Etat, région, CCI, CMA, ARIA, Experts comptables,...</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A évaluer (DGFIP)</p>

Fiche-action 8

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : financement contrat de développement participatif</p> <p>Orienter les possibilités de contrat de développement participatif de la BPI (OSEO) du côté de l'investissement matériel.</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Favoriser les investissements dans les TPE / PME à réhabiliter en apportant plus de flexibilité au CDP.</p> <p>OSEO privilégie les investissements immatériels dans le cadre du CDP, le financement complémentaire nécessaire (crédit bancaire ou participation au capital) finançant plutôt l'investissement matériel.</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A estimer (DGCIS, OSEO)</p>

Proposition d'action n°8

Fiche-action 9

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Nationale : intégrer dans la BPI-OSEO une expertise industrie agroalimentaire</p> <p>Application immédiate</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Permettre une instruction des dossiers par OSEO qui prenne en compte les spécificités de la filière IAA, dans tous les métiers financiers d'OSEO: innovation, développement , investissement .</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME</p> <p><u>Acteurs :</u> BPI-OSEO, Etat</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>A estimer (DGCIS, OSEO)</p>

Proposition d'action n°9

Fiche-action 10

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Régionale : mise en œuvre d'un plan d'action de la filière des IAA franciliennes, avec l'appui du conseil régional d'Ile-de-France.</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p><u>Impact :</u> améliorer la compétitivité des IAA franciliennes . Cette action est rendue possible par le vote de la commission permanente du CRIF, le 9 février 2013, d'admettre la filière IAA régionale au bénéfice du « Pass' filière »</p>
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p><u>Liens :</u> avec les actions déjà portées par l'ARIA IDF et le Cervia avec les financements Driaaf, Direccte, et région IDF.</p> <p>Ouverture à d'autres secteurs : problématique partagée par la filière bois francilienne.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cible :</u> PME agroalimentaires franciliennes <u>Acteurs :</u> Conseil régional Ile-de-France, ARIA Ile-de-France, Cervia, DRIAACF, Direccte</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>Evaluation à faire</p>

Fiche-action 11

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Régionale : création d'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer un portail unique pour la création d'entreprise avec optimisation de l'information délivrée par un opérationnel compétent, et/ou un tuteur qui fait du coaching - Mettre en œuvre un plan de communication.
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter le catalogue standard et la diffusion d'une liste d'interlocuteurs. - Meilleure diffusion des informations actuellement non concentrées et surtout non accompagnées
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p><u>Liens :</u> avec les actions 2) et 7) dont une composante essentielle est la communication sur les dispositifs d'aide.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p><u>Cibles :</u> créateurs d'entreprises <u>Acteurs :</u> (CCI, CMA, associations professionnelles,...)</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>Analyse de l'existant, notamment des sites et portails internet Modalités de mise en commun des informations disponibles Mise à disposition d'un tuteur Liste d'Experts seniors susceptibles d'assurer un rôle d'interlocuteur privilégié auprès des TPE / PME (cf. contrats de génération) Expérimenter cette démarche dans le cadre du plan de soutien</p>

Proposition d'action n°11

Fiche-action 12

<p>ACTION: <u>Nature</u> (nationale/régionale); <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Régionale : échanges filière-établissements financiers</p> <p>Organiser une table ronde régionale avec les établissements financiers partenaires, à caractère périodique ou selon la conjoncture économique.</p>
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Lieu de partage d'informations entre banquiers, assureurs crédits, factors et opérateurs haut de bilan, et la profession, les pouvoirs publics (dont OSEO) sur la conjoncture, les spécificités de la filière IAA et de ses sous-filières. - Assurer l'adéquation des outils financiers aux particularités de la filière, en particulier en période de crise économique. - Informer les PME et TPE sur les dispositifs existants ou nouvellement créés (voir action 2).
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p><u>Lien :</u> avec les actions 2), 7) et 9) par le volet information récurrente des TPE / PME sur les dispositifs existants ou nouvellement créés</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Format des tables rondes à déterminer (petit nombre de participants institutionnels ou public d'entreprises). - Acteurs : filière IAA régionale, établissements financiers, pouvoirs publics.
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>.</p>	<p>Coût marginal</p>

Proposition d'action n°12